

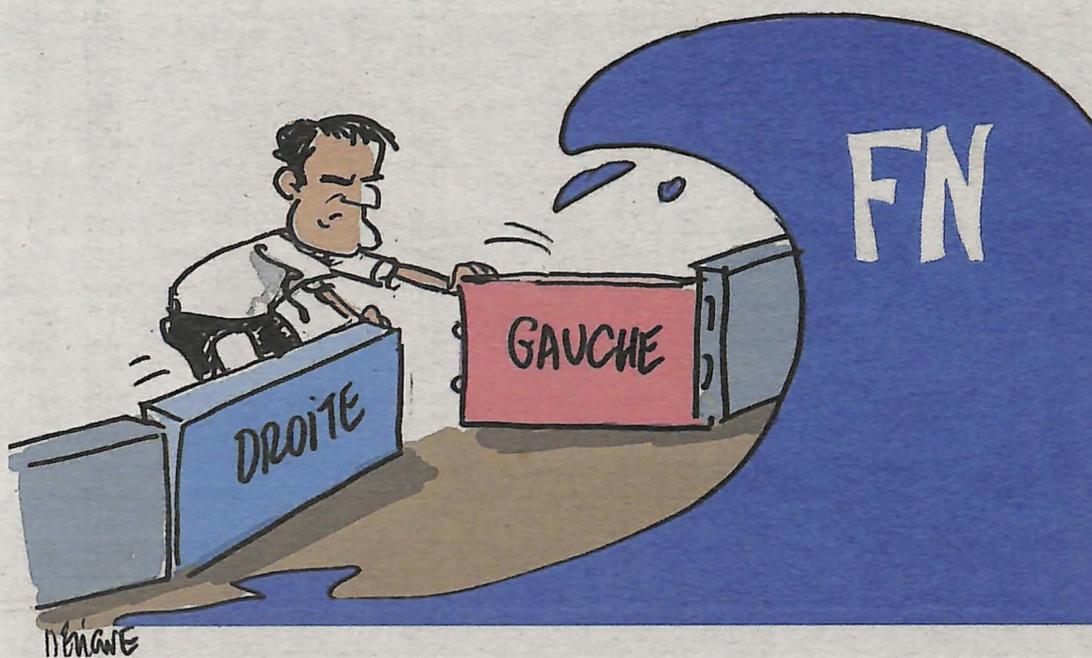
Régionales : la fusion de Valls suscite l'embarras

L'idée d'une alliance entre les listes droite-gauche au second tour dans le Nord, avancée par le Premier ministre, a provoqué de vives critiques

En évoquant une possible fusion des listes droite-gauche au second tour des régionales face à Marine Le Pen en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Manuel Valls a mis dans l'embarras, voire mécontenté, son camp et a ravi le FN. Derrière l'idée du Premier ministre, l'inquiétude que même un retrait du PS et de sa tête de liste Pierre de Saintignon – ou de Xavier Bertrand (Les Républicains) – ne suffise à empêcher la victoire de Marine Le Pen dans cette région. « Il y en a assez d'une forme de cynisme, d'hypocrisie, de faire comme si cette question ne se posait pas. Elle se posera au soir du premier tour pour chacun », droite comme gauche, a déclaré hier après-midi M. Valls, en tentant de répondre à la controverse. Écarter cette « hypothèse » revient à « mentir aux Français », selon lui. L'hypothèse, formulée en privé mardi devant des journalistes, a suscité réserves ou vives critiques à gauche.

« Ces petites phrases qui jettent le trouble »

À commencer par le principal intéressé, Pierre de Saintignon, qui a lancé au Premier ministre un « stop » aux « petites phrases ». « De grâce, laissons-nous travailler, laissons-nous agir auprès de nos concitoyens, et puis cessons ces



petites phrases qui jettent le trouble et qui nuisent à notre campagne. Donc, assez, stop ! »

« Je n'ai pas l'habitude de mettre mon caleçon après mon pantalon. Il faut faire les choses dans l'ordre (...) J'appelle l'ensemble des socialistes à se concentrer sur le premier tour. Tous les socialistes ! » a lâché le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, pour qui « trop de confidences nuit à la cohérence ». Le président de l'Assemblée nationale et tête de liste en Ile-de-France Claude Bartolone a

lui appelé à ne pas entretenir de « confusion ». « C'est le projet, c'est la clarté qui sauve la gauche », a-t-il estimé. Pour Cécile Duflot (EELV), « c'est se tirer des balles dans le pied ». La secrétaire nationale du parti écologiste, Emmanuelle Cosse, renchérit, y voyant « de l'impuissance ».

Certains à gauche ont timidement défendu la position de M. Valls, notamment à l'aile droite des « réformateurs » (Jean-Marie Le Guen, Christophe Caresche) ou encore Jean-Vincent Placé (Union des

écologistes). D'autres y voient une tentative de canaliser le débat pour éviter 48 heures de déchirement après les résultats du 6 décembre. « Il essaie d'éviter l'éparpillement des discours au soir du premier tour. Il préempte le débat », note un ministre. À droite, M. Valls s'est vu, sans surprise, opposer une fin de non-recevoir. La fusion « n'a aucun sens » et « c'est la meilleure façon de faire monter le FN encore un peu plus », a réagi François Fillon (Les Républicains).

Impôt et CSG : victoire d'Ayrault à l'Assemblée

La bataille feutrée de l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault pour amorcer une progressivité de la Contribution sociale généralisée a débouché, hier, sur un vote favorable à l'Assemblée. Mais les débats ont remis en lumière des divisions entre socialistes et confirmé l'opposition de la droite. Après deux heures de débat intense, les députés ont adopté, par 35 voix contre 21, l'amendement au projet de budget 2016 porté par le député de Loire-Atlantique et son collègue du Rhône Pierre-Alain Muet (PS) pour remplacer une partie de la prime d'activité par une baisse de la CSG pour certains salariés. « Opération habilement menée par certains », ont pesté certains socialistes en privé.

La version finale a connu une ultime retouche

Plus de la moitié du groupe PS avait signé l'amendement, sans forcément penser qu'il serait voté. Les écologistes en avaient déposé un similaire, les radicaux de gauche aussi. Mais la version finale a connu une ultime retouche, via un sous-amendement d'Olivier Faure. Pour « éviter tout faux débat sur la fusion entre impôt sur le revenu et CSG », ce vice-président du groupe socialiste et ex-conseiller de Jean-Marc Ayrault a supprimé toute référence à la perspective d'un « impôt citoyen sur le revenu ». Malgré de fortes réserves, le ministre des Finances Michel Sapin s'en est remis au vote de l'Assemblée. Le chef de file des députés socialistes Bruno Le Roux a glissé que « la sagesse voudrait conduire à travailler plus avant de l'adopter ».



Par
**CLAUDE
WEILL**

Fusion et confusion

« D'abord un bruit léger, rasant le sol comme hirondelle l'orage, pianissimo murmure et file... » (Beaumarchais, *Le Barbier de Séville*). Oui, un petit bruit qui court, furtif, insaisissable, narguant ceux qui voudraient lui tordre le cou. Ce fut d'abord un ministre socialiste anonyme, forcément anonyme, qui osa proférer l'idée iconoclaste d'une fusion des listes du PS et des Républicains dans les régions où le Front national risquerait de l'emporter. C'est Alain Rousset, PS, président sortant de la région Aquitaine, qui demande : « Ça fait peur à qui, les grandes coalitions ? Elles sont plutôt

intéressantes... » C'est aujourd'hui le premier ministre lui-même qui, en petit comité, envisage clairement l'hypothèse. Déclenchant aussitôt – dans les deux camps, et parfois avec les mêmes mots – les réactions qu'on pouvait prévoir. Pactiser avec l'ennemi ? Jamais ! À aucun prix ! Chacun chez soi et les électeurs seront bien gardés. À gauche, c'est à qui trouvera la formule la plus assassine. « On voudrait faire gagner le FN qu'on ne s'y prendrait pas autrement » (Martine Aubry). À droite, pareil. Personne ne veut de la fusion.

« Même pas en rêve », décrète Gé-

rald Darmanin, directeur de campagne de Xavier Bertrand en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Si l'affaire déclenche un tel tollé, c'est d'abord pour des raisons tactiques : difficile de mobiliser son camp en admettant par avance qu'on puisse s'allier demain avec l'adversaire d'aujourd'hui.

Mais c'est aussi qu'au-delà du cas particulier du Nord-Pas-de-Calais, voire de la région PACA, et d'une alliance circonstancielle

qui a en réalité très peu de chances de se matérialiser, la question piège dans laquelle les socialistes se débattent – maintien ? retrait ? fusion ? – préfigure déjà l'enjeu et les débats de 2017, au cas (plausible) où Marine Le Pen arriverait en tête au premier tour de la présidentielle. Quelles que soient

d'ailleurs l'identité et la couleur politique du second qualifié. L'idée de fusion régionale porte en germe la perspective d'une possible recomposition du système politique, remettant en cause le logiciel des partis de gouvernement. C'est-à-dire leur ligne et leurs alliances. Sujet sur lequel ils

« L'idée de fusion régionale porte en germe la perspective d'une possible recomposition du système politique, remettant en cause le logiciel des partis de gouvernement. »

sont loin d'être au clair.

Il y a un fossé entre la vision d'un Jean-Christophe Cambadélis (d'un côté la gauche, de l'autre le « bloc réactionnaire ») et celle d'un Manuel Valls (d'un côté le Front national, de l'autre les républicains). Comme il y a un hiatus, chez Les Républicains, entre centristes et

droitiers. À droite, avec la victoire en vue, l'heure est à l'intransigeance. Pas question de rapprochement avec les socialistes, qui « ouvrirait un boulevard au FN ». Mais nombre de dirigeants des Républicains tiennent en privé, et pas qu'en rêve, un discours bien différent. Et n'excluent pas, face à la menace Le Pen, de faire demain un bout de chemin avec un Valls ou un Macron. Où l'on touche du doigt l'usure d'un modèle bipartisan

à bout de souffle. Et le paradoxe français qui fait que Marine Le Pen a réussi à faire de l'« l'UMPS » un repoussoir, alors que les Français, dans tous les sondages, plébiscitent l'idée d'un gouvernement de coalition, ou d'union nationale, dépassant l'opposition gauche-droite.